

Europe

# EUROPÉENNES : DICTIONNAIRE DES DROITES POPULISTES ET RADICALES

Jean-Yves Camus

21/05/2019

**Comment s'y retrouver dans le foisonnement de listes qualifiées tour à tour d'euroseptiques, de populistes et de radicales, voire d'extrême droite – ces qualificatifs étant utilisés de manière interchangeable ? Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, propose, avec un état des lieux précis, d'aider à la compréhension des enjeux.**

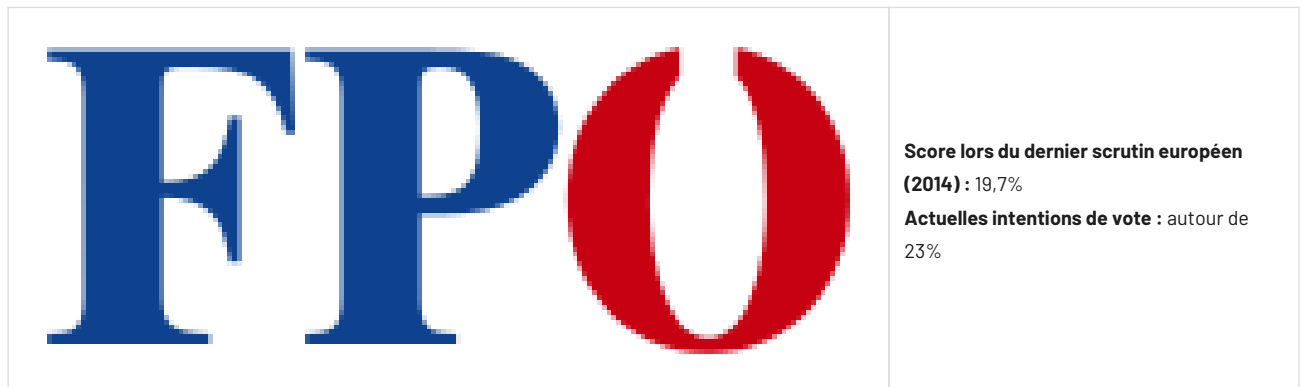
## Allemagne (96 sièges)

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 7%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 12%</p>
--	---

Le seuil de représentation étant, en Allemagne, d'environ 0,5% des voix, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui obtiendrait 12% des voix derrière la CDU-CSU (29%), les Verts (18%) et le SPD (16%) n'est pas la seule à pouvoir obtenir des sièges. Le Parti national-démocrate (NPD), « parti social-patriote » aux réminiscences néo-nazies, tente de faire reconduire son député sortant, le berlinois Udo Voigt. Il fait campagne sur la nécessité de bâtir une « forteresse-Europe » pour endiguer « l'immigration, question centrale de notre avenir ». Le NPD estime qu'il « fait partie d'un vaste mouvement global qui, de Brest à Budapest, de Lisbonne à Vladivostok, résiste à l'emprise meurtrière du Moloch bruxellois et souhaite rétablir la liberté et la souveraineté des peuples européens ». Il souhaite que « l'Europe reste le foyer de l'humanité occidentale et de sa culture unique ». Le seuil de représentation donne au Familien Partei, une formation chrétienne conservatrice mais pro-européenne, l'occasion de garder son eurodéputé, avec la liste pro-vie et

pro-famille traditionnelle menée par Helmut Geuking. Le créneau du populisme national-conservateur et favorable à la démocratie directe est occupé par un petit parti : Ab jetzt...demokratie durch Volksabstimmung (« Et maintenant... la démocratie directe par référendum »), dirigé par un natif de Königsberg, Helmut Fleck, connu pour ses positions contre la « submersion migratoire ». Les nationalistes radicaux de Die Rechte ont choisi la provocation en présentant comme tête de liste la militante négationniste néo-nazie Ursula Haverbeck, 90 ans, encore condamnée en 2017 pour avoir nié la Shoah.

## Autriche (18 sièges)



Avant le scandale causé par la vidéo en caméra cachée qui a conduit le vice-chancelier Heinz-Christian Strache à démissionner, le parti nationaliste allié du RN, le FPÖ, arrivait avec 23% en troisième position derrière les chrétiens-conservateurs du chancelier Sebastian Kurz (29%) et les sociaux-démocrates du SPÖ (27%). La décision du chancelier de convoquer des législatives anticipées pour septembre 2019 risque de compliquer les choses pour la liste conduite par Harald Vilimsky, qui se bat pour une « Europe des peuples libres et des patries » tout en rappelant son attachement à « notre patrie autrichienne, partie de la communauté de langue et de culture allemandes ». Le FPÖ, qui n'a pas de concurrence souverainiste ou à l'extrême droite, affirme aussi son soutien aux principes de l'économie de marché, à la « justice sociale » et à une forme de « redistribution équitable » en faveur des seuls nationaux. Il fait remonter son attachement à la liberté individuelle comme à l'État de droit à la révolution de 1848, d'inspiration libérale comme la française de la même année, mais aussi nationaliste et qui, après avoir chassé le gouvernement Metternich, fut vaincue par les conservateurs fidèles aux Habsbourg. L'Autriche selon le FPÖ doit reconnaître le droit d'asile mais « n'est pas un pays d'immigration » et ne doit accepter la présence que des étrangers déjà installés légalement, maîtrisant l'allemand et assimilés à la culture nationale. L'Europe quant à elle aurait des racines remontant aux « temps anciens » et aurait été décisivement formée, culturellement, par le christianisme, « influencé par le judaïsme et par d'autres communautés non-chrétiennes, puis par l'humanisme et les Lumières. La notion de

« christianisme culturel » avancée par le parti, qui soutient la séparation des cultes et de l'État, semble se référer à un christianisme – et surtout à un catholicisme – identitaire, incorporant des éléments (païens ?) antérieurs à la christianisation. L'islam est considéré comme étranger à cette tradition et ce d'autant plus qu'il est pratiqué, surtout, par des immigrants d'origine turque soit d'origine balkanique, dont la présence évoque les conflits de l'ancien Empire contre les minorités musulmanes ainsi que le rôle de Vienne comme ultime rempart contre l'avancée ottomane vers l'ouest, vaincue à la bataille de Kahlenberg en 1683.

## Belgique (21 sièges)



Les Belges votent le 26 mai 2019 pour les européennes, les législatives et les régionales. Le paysage politique est totalement différent en Flandre d'une part, en Wallonie et à Bruxelles de l'autre. En Flandre, la Nouvelle Alliance flamande (NVA), parti nationaliste et républicain de droite qui préconise une Belgique au minimum confédérale, et si possible éclatant pour laisser naître une Flandre indépendante, est créditée de 17,55% des voix et ne laisserait au Vlaams Belang (VB), le partenaire nationaliste et indépendantiste du RN, qu'un siège avec 6% des voix. Du côté francophone le Parti populaire dirigé par l'avocat Mischaël Modrikamen, que Steve Bannon a choisi comme tête de pont à Bruxelles de son raid sur l'Europe, ne décolle pas des 1%. Aux élections législatives, la NVA capterait 28% des voix flamandes mais le Belang, à 15%, triplerait son score de 2014 et redeviendrait la troisième formation néerlandophone, derrière la NVA et les chrétiens-démocrates (18%). La liste européenne emmenée par Gerolf Annemans tirerait ainsi profit de la petite perte de forme d'une NVA entrée en 2014 au gouvernement fédéral dirigé par le libéral Charles Michel et qui n'a pris la décision d'en sortir qu'en décembre 2018, par refus de ratifier le pacte de Marrakech. Au gouvernement, la NVA occupait le poste de vice-premier ministre chargé de l'Intérieur ; des Finances ; de la Défense ; de la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité des chances et de l'asile et des migrations. Le charismatique président de la NVA est Bart De Wever, actuellement maire d'Anvers. Alors que la NVA est un parti pro-européen de droite, économiquement libéral et très restrictif sur l'immigration, le Vlaams Belang est ouvertement séparatiste, souverainiste, hostile à l'islam et partisan d'un système de protection sociale

garantissant « un filet de sécurité efficace à ceux qui, pour des raisons graves, ne peuvent contribuer au processus économique » ainsi qu'une retraite complète après quarante années de cotisations. En matière d'immigration, la doctrine du VB est formulée ainsi : « Nous appelons à un resserrement sérieux de la politique d'immigration. Les règles existantes en matière de regroupement familial doivent être renforcées. Les demandeurs d'asile rejetés, les immigrants clandestins et les criminels étrangers doivent être effectivement rapatriés dans leur pays d'origine. Les étrangers établis légalement en Flandre doivent s'adapter à notre manière de vivre ensemble et non l'inverse. Ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas cela devraient être encouragés à repartir ». Les deux partis s'accordent pour demander que le produit de la prospérité flamande cesse d'être transféré vers la Wallonie, considérée comme vivant à ses crochets. En Wallonie et à Bruxelles, le Parti populaire (PP), dont la tête de liste est Yasmine Dehaene-Modrikamen, est un populisme économiquement très libéral et anti-impôts, dont la campagne est focalisée sur « la loi et l'ordre », la « lutte implacable contre l'islam radical » et la criminalité, voulant réduire l'immigration extra-européenne. Le PP est né de la volonté d'incarner, en 2009, une droite décomplexée allant au-delà des options du Mouvement réformateur (MR).

## Bulgarie (17 sièges)



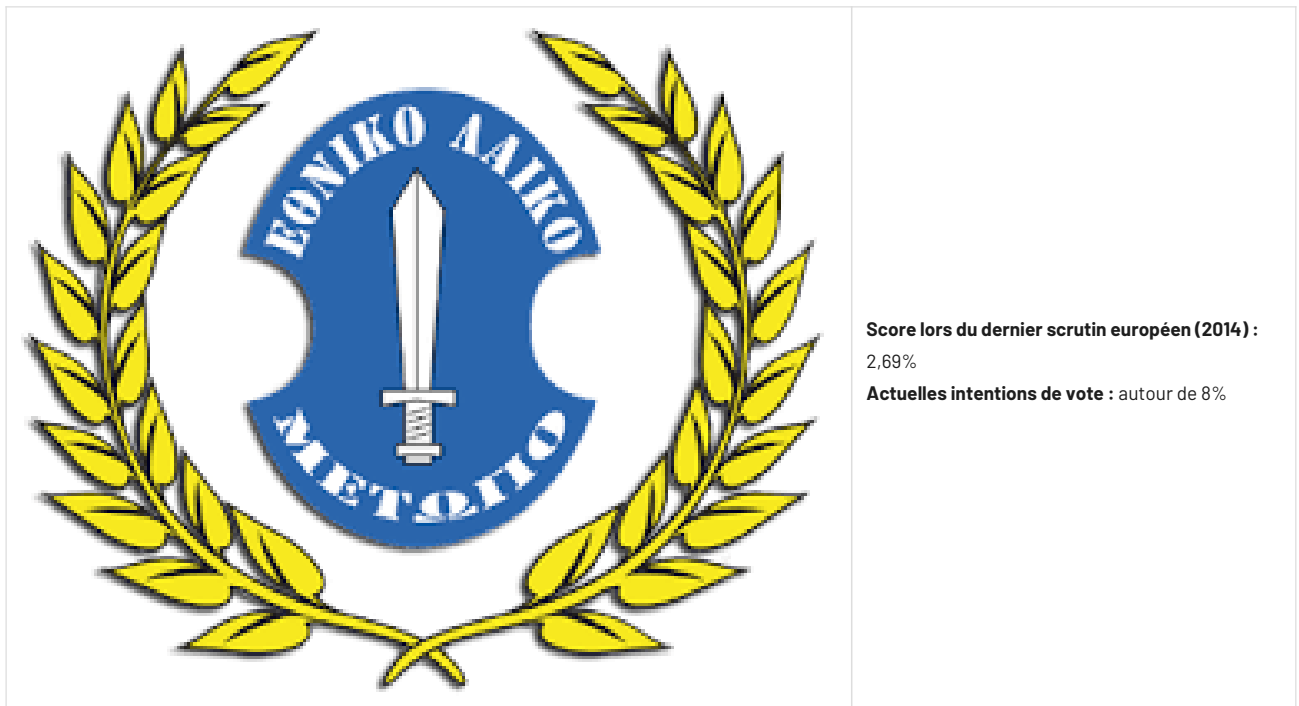
**Score lors du dernier scrutin européen (2014) :** 10,66%

**Actuelles intentions de vote :** non disponible

Dans l'actuel Parlement européen, le parti Recharger la Bulgarie (Prezaredi Bulgariya) de Nikolay Barekov siège au sein du groupe ECR, sur un agenda eurosceptique, nationaliste et populiste, par ailleurs favorable à la restauration de la monarchie qui, en Bulgarie, est synonyme de démocratie puisque l'ancien roi Siméon II (1943-46) a été un Premier ministre libéral entre 2001 et 2005. Les Patriotes unis, coalition des partis nationalistes qui participent depuis mai 2017 au troisième

gouvernement conservateur de Boyko Borisov, partent divisés. Le parti nationaliste-conservateur et fortement teinté d'orthodoxie IMRO-Mouvement national bulgare, de l'actuel ministre de la Défense, Krasimir Karakachanov, présente sa propre liste (un siège actuellement). Créditée de 10,7% des voix, elle appelle à la reconstitution d'un État comprenant l'actuelle Macédoine. C'est sur elle que se concentre à ce jour le vote nationaliste. De son côté, le Front national pour le salut de la Bulgarie (NFSB, crédité de 3%) dirigé par Valeri Siméonov, poursuit un agenda eurosceptique, anti-immigration et anti-islam ce qui, dans le contexte local, signifie à la fois opposition résolue à la Turquie et aux droits de la minorité musulmane, qui est largement composée de slaves islamisés présents depuis des siècles et de nationalité bulgare. La troisième composante des Patriotes unis, le parti Ataka dirigé par Volen Sidérov, brigue aussi un siège à Bruxelles. Son idéologie radicale, ouvertement homophobe, anti-Rom et anti-musulmane, ainsi que son irrédentisme territorial, en font un parti d'extrême droite classique, naguère ouvertement antisémite, convaincu que la Bulgarie est victime d'un vaste complot international (notamment « sioniste ») dont il n'est possible de se débarrasser qu'en sortant de l'Union européenne (UE) comme de l'OTAN. Ataka est aussi un curieux mélange de cléricisme orthodoxe et de volonté de bâtir un État social, d'une certaine manière nostalgique de ce qu'a pu être la protection sociale de l'époque communiste. L'impact du mouvement, qui atteignait encore 9% des voix aux législatives de 2017, semble beaucoup fléchir. Enfin le parti Volya, dirigé par Veselin Marechki, est l'allié du RN au sein du groupe Europe des nations et des libertés au Parlement européen. Nationaliste et russophile, opposé à l'immigration et partisan du coup de balai pour renvoyer une classe politique jugée corrompue, il est représenté au Parlement national par 12 députés (4,15% des voix). Il est crédité de 4,9% des suffrages, soit au-dessous du seuil de représentation établi à 6%.

## **Chypre (6 sièges)**



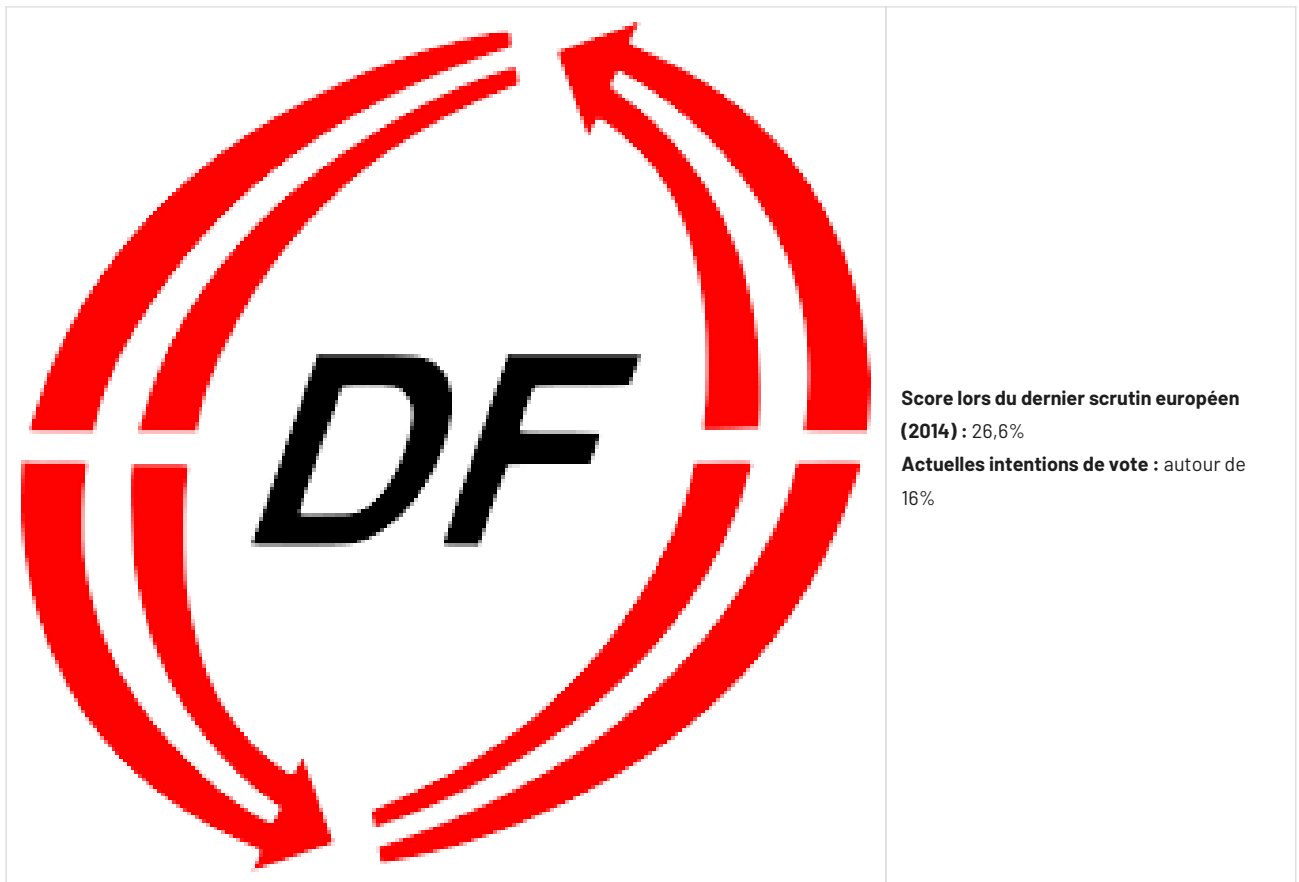
Les sondages donnent au parti ELAM (Front populaire national), qui est plus ou moins sur la ligne idéologique de l'Aube dorée grecque, entre un et deux sièges avec un score d'environ 8%. Fondé en 2008, il continuerait ainsi une ascension rapide qui l'a vu conquérir en 2016 deux sièges au Parlement national avec 3,71%. La liste conduite par Marios Vassiliou fait campagne sur les thèmes de prédilection de ce qu'elle nomme « l'hellénisme chypriote » : la nécessité de constituer en Europe un vaste mouvement anti-turc et anti-islamique car « seule une Chypre forte dans une Europe nationaliste peut arrêter la Turquie » (Chypre est une île dont la partie nord est occupée par un gouvernement non reconnu internationalement, aligné sur Ankara et représentant la population turque de l'île) ; refus de la partition de l'île et de l'accord entre Athènes et Skopje sur la Macédoine ; refus de l'immigration ; objectif final l'Enosis, ou rattachement à la Grèce, comme le montrent les cérémonies organisées par ELAM en l'honneur de l'organisation EOKA, qui combattait dans les années 1955-1974 pour le pan-hellénisme ; alignement sur le secteur le plus conservateur de la puissante église orthodoxe chypriote. ELAM est, avec Aube dorée, le seul parti d'extrême droite non marginal à citer comme référence idéologique, à côté de Nietzsche et du philosophe allemand Herder, les ouvrages de Julius Evola. Incontestablement radical, au choix néo-fasciste ou nationaliste-révolutionnaire, ELAM avait participé, en France, à plusieurs événements publics organisés par le GUD.

## Croatie (11 sièges)



Le parti conservateur HDZ, historiquement porteur de la volonté d'indépendance nationale depuis la guerre en ex-Yougoslavie, n'a de concurrence que marginale à droite. Un parti populiste inclassable, Zivi Zid (la Barrière humaine), fondé pour mobiliser contre les expulsions des personnes endettées, a fait son entrée au Parlement national en 2016 mais n'a pas grand-chose à voir avec la droite puisqu'il est résolument laïc, attaché à la défense de l'environnement et des libertés individuelles et favorable à la légalisation de la marijuana, tout en faisant campagne contre la corruption et les élites politiques. Cette liste est créditée d'un siège par les sondages. Une autre formation, celle-ci plus à droite, se présente sous le leadership de Bruna Esih, une ancienne mais jeune parlementaire du HDZ. Son mouvement, les « Indépendants pour la Croatie », se réclame de la tradition nationaliste conservatrice remontant au « Père de la nation », l'écrivain Ante Starcevic (1823-1896). Plus à droite encore, l'euro-députée sortante Ruza Tomacic, membre du Parti conservateur croate, mène une liste d'union avec le parti Croissance croate (Hrvatski Rast) fondé par les milieux conservateurs catholiques qui se sont séparés du HDZ sur les questions de la participation à l'UE, du refus de la ratification de la convention d'Istanbul sur les violences faites aux femmes et des valeurs traditionnelles (le parti appartient, au plan européen, à l'ECPPM). Dans cette même coalition se trouve le Parti croate du droit-Ante Starcevic, formation souverainiste qui est la fraction la plus modérée de la flopée de mouvements qui, depuis l'indépendance de 1990, se réclame du Parti du droit fondé en 1861 par Starcevic pour porter la revendication nationale et dont les Oustachis des années 1930 furent la branche pro-fasciste. Ces deux dernières listes ne devraient pas obtenir d'élu.

## Danemark (13 sièges)



Le Dansk Folkeparti (Parti du peuple danois, DF), crédité de plus de 16% des suffrages, serait le troisième parti du pays après les sociaux-démocrates et les libéraux, en baisse par rapport à sa performance des législatives de 2015 (21,1%) qui l'avaient placé en seconde position et en capacité, sans pour autant participer au gouvernement, d'imposer à la coalition des sociaux-démocrates et des libéraux son agenda identitaire et anti-immigration. Le 5 juin 2019, auront d'ailleurs lieu des élections législatives en vue desquelles les sondages ne sont pas fameux pour DF, crédité d'environ 12% des voix et qui, fait totalement nouveau, se montre désormais dans les événements internationaux organisés par Matteo Salvini et Marine Le Pen. Une concurrence est née sur le créneau identitaire et nationaliste danois. D'une part, le parti Stram Kurs (la Ligne dure), fondé en 2017 par l'avocat Rasmus Paludan, défend un programme proche de celui du néerlandais Geert Wilders et des Français de la Ligne claire, soit l'interdiction de l'islam et la remigration, mais encore plus radical sur la nécessaire homogénéité ethnique du pays. Crédité d'entre 2% et 3% des voix, il devrait entrer au Parlement national mais ne se présentera pas aux européennes. Les Nye Borgerlige (Nouvelle droite), fondés en 2015 par une dissidente du Parti conservateur populaire, Pernille Vermund, tentent de récupérer l'électorat de DF en le contournant sur sa droite, par exemple en suggérant que les immigrants qui ne peuvent subvenir à leurs besoins et ceux qui ont été condamnés ne serait-ce qu'une fois soient renvoyés, ou encore que le droit d'asile cesse d'exister. Sans vouloir interdire l'islam, bien « qu'il s'oppose à la démocratie et aux libertés », le parti

veut interdire totalement le port du hijab, abolir la législation antiraciste et interdire tout traitement spécifique des musulmans dans les services publics (par exemple le droit de demander de la nourriture halal à l'hôpital). Le parti veut un référendum sur la sortie de l'UE, qu'il appelle de ses vœux. Ils concentrent leur effort sur les législatives et ne se présentent pas aux européennes. Pour éviter toute confusion, signalons que le Mouvement populaire contre l'UE (*Folkebevægelsen mod EU*) est un mouvement hostile à l'Union mais il est affilié au groupe GUE au Parlement européen.

## Espagne (54 sièges)



Les Espagnols voteront à la fois pour les européennes et pour les municipales, notamment dans les grandes villes comme Madrid (où le score de Vox est déterminant pour savoir si une coalition de droite peut l'emporter) et Barcelone. Les indicateurs sont favorables pour les socialistes du PSOE (28,9%), qui devance de loin le Partido Popular (PP) en perte de vitesse (18,4%) et le centre-droit de Ciudadanos (16,3%). Vox, formation nationale-conservatrice fondée en 2013 et dirigée par Santiago Abascal, ne retrouverait pas son niveau des législatives (10,3%) mais emporterait 4 sièges européens avec 8,1%. La seule concurrence d'extrême droite faite à Vox provient de la Coalicion ADN, un cartel électoral qui rassemble deux formations phalangistes (Falange Española de las JONS et La Falange), un parti d'extrême droite classique (Democracia nacional) et un autre de nature nationale-catholique (Alternative española). Cette liste est menée par Martín Ricardo Saens de Ynestrillas et son résultat sera, comme toujours en Espagne, inférieur à 1%. Vox, rappelons-le, est au départ, en 2013, une scission droitiste d'un PP qui, depuis le début de la transition démocratique, avait joué (d'abord sous le nom d'Alianza Popular) le rôle de « maison commune des droites », en intégrant au jeu démocratique d'anciens membres (par obligation de carrière ou par conviction) du Mouvement national franquiste. C'est un parti unitariste, donc favorable au maintien de l'unité espagnole, et même à une disparition des statuts d'autonomie au profit d'un État unitaire « décentralisé », et l'hystérisation de la question catalane n'a pas peu joué dans son émergence.

C'est aussi un parti qui se présente comme une troisième voie entre conservateurs et socialistes, une alternative au « système » décrit comme « le régime des partis », son inefficacité supposée et la corruption souvent présente. Il existe des traces, même, de défiance envers l'État, dans l'article des statuts de Vox enjoignant à ses membres de ne participer à aucun organe politique ou administratif étatique que le mouvement, qui est favorable à une réduction des organes publics, ne juge pas indispensable. Son orientation catholique conservatrice se retrouve enfin dans son slogan : « la défense de l'Espagne, de la Famille et de la Vie ».

## Estonie (6 sièges)

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 4%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 12%</p>
---	---

Aux élections législatives du 3 mars 2019, le Parti populaire conservateur (EKRE) est arrivé en seconde position avec 17,8% des voix et 16 élus (+7%). Le Premier ministre centriste sortant Jüri Ratas, reconduit, a fait appel à la formation ultra-nationaliste dans la coalition qu'il dirige avec les conservateurs affiliés au PPE. Le dirigeant d'EKRE Mart Helme est donc ministre de l'Intérieur ; son fils Martin Helme, est ministre des Finances ; René Kokk est en charge de l'Environnement et Mart Järvik des Affaires rurales. Marti Kuusik détient le portefeuille du Commerce international. Marine Le Pen a mentionné le parti comme un partenaire possible dans le prochain Parlement européen, la liste pour le 26 mai 2019 étant tirée par le tandem Helme et comprenant en neuvième position Jaak

Madison, auteur d'une célèbre déclaration expliquant que, certes, « il y avait eu des camps de concentration, de travail forcé, et des jeux avec des chambres à gaz (sic) », mais que le nazisme avait, avec sa notion de l'ordre, sorti l'Allemagne de la m... ». Sinine Aratus, le mouvement de jeunesse du parti dirigé par Ruuben Kaalep, diffuse les idées de la Alt-Right américaine (notamment du mouvement suprémaciste Identity Europe comme du site Counter-Currents.com), la vision raciale et nordiciste du français Guillaume Faye ainsi qu'un paganisme qui fait beaucoup appel à l'identité des peuples finno-ougriens. EKRE est d'ailleurs une formation qui défend l'idée d'ethno-pluralisme et d'État ethnique en solution ultime et, au minimum, d'une Europe des États-Nations opposée à toute forme de multiculturalisme. Lié à ses équivalents letton et lituanien, EKRE est évidemment très suspicieux de l'influence du voisin russe. Il est crédité de 12,4% dans les sondages, soit un siège.

## Finlande (13 sièges)



Le Parti des Finlandais (PS), anciennement « Vrais finlandais », est arrivé second aux élections législatives du 14 avril 2019 avec 17,48%, soit seulement 0,25% de moins que le vainqueur social-démocrate. Dirigé par Jussi Halla-Aho, partisan d'une ligne idéologique dure compatible avec une alliance avec Marine Le Pen, PS a pris l'ascendant sur la Réforme bleue, le mouvement fondé par le ministre des Affaires étrangères et ancien dirigeant du parti, Timo Soini, qui l'avait quitté en 2017 pour ne pas être associé à la fraction radicale qui avait pris le contrôle des instances. Ayant obtenu 0,97% aux législatives, Réforme bleue n'a guère d'espoir de faire élire sa tête de liste aux européennes, Sampo Tehro, un eurosceptique modéré. La liste « Les Finlandais d'abord » (Suomen Kansa Ensin), qui a obtenu 0,1% aux législatives et défend un programme de sortie de l'UE comme de l'OTAN ainsi que d'hostilité radicale à l'immigration comme à l'islam, ne représente pas davantage de danger pour le Parti des Finlandais, qui dispose aujourd'hui de deux élus à Bruxelles, affiliés au groupe ECR, et que les sondages donnent à son niveau des législatives. Menée par Simo

Grönroos, la liste PS se définit comme « social-patriote et chrétienne », voulant représenter les « Finlandais de base », en particulier les pauvres et les marginalisés, ce qui explique qu'il soit à la fois favorable à la libre-entreprise et à un maintien de la protection sociale étatique pour les plus faibles et les personnes âgées. PS est un parti favorable à l'Europe des Nations, hostile à l'immigration et à l'islam, sa définition de l'identité nationale est de nature ethnolinguistique et exclut de fait les deux minorités nationales, suédoise et sami. Le dirigeant social-démocrate Antti Riine est actuellement en train de former un gouvernement de coalition avec les centristes. La participation de PS au gouvernement n'aura donc duré que de 2015 à 2017, les ministres passés à Réforme bleue étant destinés à quitter leurs postes une fois le nouveau cabinet formé.

## Grèce (21 sièges)

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 9,4%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 7%</p>
---	--

L'Aube dorée, parti nationaliste parfois décrit comme néo-nazi, obtiendrait 7,22% des voix, soit une perte de 2% par rapport à 2014, mais conserverait deux sièges à Bruxelles. La répression menée par le gouvernement à son encontre, par le biais d'un procès-fleuve qui vise pratiquement tous ses

élus et dirigeants, ne semble donc pas porter ses fruits et son chef, Nikos Michaloliakos, a d'ailleurs pu faire campagne. Dans un paysage électoral très éclaté, plusieurs formations nationalistes de droite ont un profil plus présentable mais ne parviennent pas à émerger. C'est le cas de La solution grecque (Elleniki Lisi) de l'ancien député Kiriakos Velopoulos (2,52% des intentions de vote), de l'Alarme populaire orthodoxe (LAOS) et des curieux nationaux-conservateurs d'ANEL (Grecs indépendants) dont les 10 députés ont soutenu Syriza depuis 2015, sans doute au nom d'une forme de nationalisme et d'eurosepticisme qui leur faisait refuser la politique d'austérité imposée par l'UE. Le parti dirigé par Pannos Kammenos, peut-être précisément en raison de cette coalition contre nature, n'attirerait que 1,3% des électeurs. Enfin Nea Dexia (Nouvelle droite), allié local du RN et que celui-ci avait invité à Nice le 1<sup>er</sup> mai 2018 lors de sa « Fête des nations », n'a absolument pas décollé.

## Hongrie (21 sièges)



Les projections donnent au parti Fidesz, du Premier ministre Viktor Orban, et à sa liste menée par Lászlo Torcsanyi entre 57% et 62% des voix. De quoi permettre à celui-ci de choisir, après le scrutin, si son parti reste au PPE dont il est suspendu, ou s'il rejoint Matteo Salvini au sein d'un grand groupe prônant la démocratie illibérale et l'eurosepticisme. Le programme politique de

Orban ayant pour premier mot d'ordre « Stoppons l'immigration », il est difficile de le concurrencer sur ce terrain. C'est ce que tente de faire la fraction du parti Jobbik qui est resté sur une ligne nationaliste et ethniciste radicale, avec son ancien vice-président Laszlo Toroczkaï, au sein du mouvement Notre Patrie (Mi Hazánk Mozgalom), crédité de 2% des voix contre 9% pour Jobbik. Celui-ci a entamé vers 2016 une mutation idéologique qui l'a conduit à envisager une alliance avec la gauche pour faire tomber le gouvernement Orban, principalement critiqué pour sa politique économique défavorable aux couches populaires et marquée par un clanisme qui donne à ses proches les bénéfices des privatisations. Jobbik, qui avait créé en 2007 une milice paramilitaire, la Garde hongroise, était un parti europhobe et raciste, principalement envers la minorité tzigane, antisémite sans retenue, partisan du retour aux frontières d'avant le traité de Trianon, qui, en 1920, réduisit le pays à sa dimension réduite actuelle. Le changement est désormais total puisque le parti dirigé par Tamás Sneider est devenu pro-européen, partisan de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs, d'un État protecteur socialement et agissant pour sauvegarder le patrimoine naturel du réchauffement climatique ! Jobbik a au fond été « doublé », lors de la crise migratoire de 2015, par la surenchère anti-immigrés de Orban et son action politique, notamment la mise en place d'une « barrière de protection » à la frontière avec la Serbie pour empêcher le passage des réfugiés, la tolérance vis-à-vis des milices privées patrouillant aux frontières pour bloquer les arrivants et, bien sûr, l'opposition à la politique des quotas, que Orban a voulu faire ratifier par référendum en 2016. À partir de cette date, Jobbik a joué la carte de l'opposition tous azimuts à Orban pour continuer à exister politiquement, refusant d'appeler à voter « oui » au référendum et mettant de plus en plus l'accent sur la corruption du régime et la nécessité de le faire tomber à tout prix. Les éléments restés nationalistes radicaux ont consommé la scission en 2018, créant Notre Patrie, qui s'est alliée à ce qui reste du Parti de la justice hongroise et de la vie (MIEP) et au Parti des Indépendants et agrariens (FKgP). La manifeste de Notre Patrie commence ainsi : « Nous sommes une nation qui est également fière de sa culture chrétienne occidentale millénaire, de ses valeurs préservées et de sa splendeur glorieuse héritées des anciens Hongrois de la steppe. Pour définir notre identité, nous introduisons un nouveau concept : l'idée de la civilisation du Nord, qui s'étend géographiquement du Kamchatka à Reykjavík, en termes politiques, c'est une fondation chrétienne de l'Europe et de l'Asie » (cette idée est à rapprocher du « suprémacisme finno-ougrien » de Ruben Kaalep, le député estonien de EKRE). Sa conception de l'Union européenne, sur l'appartenance à laquelle il veut un référendum, s'exprime ainsi : « Selon le sondage effectué l'année dernière par la Commission européenne, ceux qui ne font pas confiance à l'Union européenne sont majoritaires en Hongrie. De plus en plus de gens ont le sentiment que l'UE est plus coloniale et nous exploite. Les dirigeants bruxellois ne devraient pas travailler sur l'intégration forcée, réduisant constamment la souveraineté des États membres, sur les nouveaux accords transatlantiques, mais sur la réduction des disparités économiques au sein de l'Union européenne et la création d'une Europe des Nations fondée sur le bénéfice et le respect

mutuels. Le déclin démographique dramatique ne devrait pas être freiné par une immigration massive de personnes d'autres continents, mais par la protection des communautés et des valeurs nationales traditionnelles, le renforcement des familles européennes et la volonté accrue d'avoir des enfants ».

## Irlande (11 sièges)

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> parti non créé</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> non disponible</p>
--	--

Hermann Patrick Kelly, ancien éditeur du journal *The Irish Catholic* et désormais directeur de la communication du groupe parlementaire EFDD, a lancé en septembre 2018 le Irish Freedom Party, aussi connu sous le nom de I Brexit Freedom to Prosper, dont il est le président. Il s'agit d'un parti populiste de droite, favorable à la sortie de l'Union européenne et à la démocratie directe. Nigel Farage, alors président de UKIP, a participé en février 2018 à la conférence qui avait précédé le lancement officiel de la formation, dont les candidats se présentent sous l'étiquette d'indépendants. Cahill se présente dans la circonscription de Dublin et l'autre tête du parti, Dolores Cahill, dans la circonscription du sud du pays. Elle sera confrontée à la concurrence de Jan van de Ven, candidat du mouvement eurosceptique et populiste Direct Democracy. Direct Democracy présente trois autres candidats : Neville Bradley, pour qui l'État d'Israël « n'a aucune légitimité » et qui accuse régulièrement l'État hébreu de « génocide » sur son compte Twitter ; Anthony Connor et Steve Sinclair. Dans une catégorie idéologique proche de celle de Bradley se présente à Dublin, sous l'étiquette d'indépendante, la journaliste Gemma O'Doherty, pour qui l'attentat de Christchurch est une action sous faux drapeau destinée à provoquer des attentats de Daech, et qui prétend également que l'incendie de Notre-Dame de Paris est un « acte de guerre » commis par l'État contre l'Église, dans la lignée des « 200 ans de guerre maçonnique contre l'Église » que notre pays a connus. Les autres minuscules formations de droite catholique conservatrice (Christian Solidarity Party) et identitaire (Identity Ireland), ne participent pas au scrutin.

## Italie (73 sièges)



**Score lors du dernier scrutin européen (2014) :** 6,1%  
**Actuelles intentions de vote :** autour de 31%

Le fait saillant de l'histoire des droites italiennes de ces dernières années est la transformation de l'ancienne Ligue du nord, autonomiste voire indépendantiste au service de la « Padanie », en un parti d'envergure nationale, renommé « la Ligue avec Salvini ». Naguère partenaire mineur (pour la première fois en 1994) de Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, la Ligue a inversé le rapport de forces avec celui-ci (elle est créditée de 31% des intentions de vote contre 9,25% pour FI) et est devenue le parti dominant, s'alliant avec le Mouvement Cinq Étoiles (22,7% des intentions de vote), ovni politique certainement populiste mais échappant à la division droite-gauche. Le score prévisible de Salvini, qui tire la liste, est si élevé qu'il lui donnera, s'il se confirme, une position dominante dans la création du futur groupe souverainiste/nationaliste dans lequel le RN devrait aussi figurer. Pour saisir la configuration politique italienne, il faut aussi, afin d'obtenir le total des voix nationalistes, prendre en compte la performance honorable, selon les sondages, de Fratelli d'Italia (Fdi), le parti de Giorgia Meloni, crédité de 5,7% et qui continue la tradition post-fasciste de la défunte Alleanza Nazionale. Favorable à une Europe confédérale des États souverains, faisant campagne sur la nécessité de faire entendre l'Italie dans une Europe décrite comme un condominium franco-allemand, Fdi est un parti opposé aux politiques européennes d'austérité, partisan du retour à la croissance par l'investissement public tout en réduisant la bureaucratie et les impôts, le parti attache une importance particulière à la promotion des PME et à la protection du « made in Italy » face au marché de la contrefaçon, véritable fléau national. Son programme

social est modelé sur l'économie sociale de marché, donc avec des filets de protection étatiques contre la pauvreté, la dépendance et le chômage, mais il comprend aussi la priorité nationale pour l'accès aux aides et services sociaux, ainsi qu'un appel à un « blocus naval » contre les embarcations de migrants et l'instauration de quotas d'immigration « seulement pour les nationalités qui ont prouvé leurs capacités d'intégration et qui ne causent pas de problème d'insécurité ou de terrorisme ». Deux petites formations néo-fascistes sont également en lice : Forza Nuova, dirigée par Roberto Fiore, qui est le financier de l'Alliance pour la paix et la liberté, un parti politique européen auquel est affilié le NPD allemand ; et CasaPound, le mouvement basé à Rome qui veut incarner « le fascisme du troisième millénaire ». Forza Nuova est « antisioniste » antimaçonnique, catholique intégriste. CasaPound, dont la liste est menée par Simone Di Stefano, incarne un fascisme nationaliste-révolutionnaire et « social », inspiré par le programme de la République sociale italienne.


## Lettonie (8 sièges)

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 14,3%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 13%</p>
--	--

Le principal parti nationaliste, siégeant au gouvernement en coalition avec la droite conservatrice et les libéraux, et ayant depuis 2004 un siège au Parlement européen est l'Alliance nationale (dénomination exacte : Tout pour la Lettonie. Pour la patrie et la liberté, ou Nacionālā apvienība „Visu Latvijai!” – „Tēvzemei un Brīvībai/LNNK”). Son chef de file est Robert Zile, qui siège au sein du groupe ECR, secondé par l'actuelle ministre de la Culture Dace Melbārde et par le journaliste d'investigation Ansis Pūpols. L'Alliance est un parti national-conservateur, partisan d'une Europe des Nations, très hostile à toute forme de multiculturalisme et d'immigration ainsi qu'à l'expression des droits de la minorité russe, qui représente un quart de la population. Elle considère que la

« lettonisation » de la culture et de l'enseignement doivent continuer et que les crimes du communisme, mis sur un pied d'égalité avec ceux du nazisme, n'ont pas encore été totalement établis et jugés. En plus d'un anticommunisme acharné, l'Alliance a un projet géopolitique qui est celui de l'Intermarium, né dans la Pologne des années 1920 en tant que projet d'union des États baltes, de l'Ukraine, de la Pologne et de la Biélorussie pour faire contrepoids à l'expansionnisme russe. Enfin, le parti considère comme des patriotes, innocents de la moindre culpabilité dans la Shoah et l'appui au nazisme, les volontaires de la Légion lettone qui ont combattu aux côtés des troupes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale. TB-LNNK sera en concurrence avec de petites formations populistes et/ou nationalistes : Eiroskeptiķu Rīcības partija, dirigé par Einars Graudiņš ; le curieux Centra Partija, censément chrétien-conservateur et qui présente en tête de liste Aigars Bitāns, suivi par le député allemand de l'AfD, Waldemar Herdt ; et enfin Latviešu Nacionālisti dirigé par l'ancien député Andris Rubins dans une veine proche des droites radicales ouest-européennes. Seule l'Alliance a des chances d'empocher un siège, et peut-être même deux.

## Lituanie (11 sièges)

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 14,3%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> non disponible</p>
--	---

Dans le jeu politique lituanien, dominé par les sociaux-démocrates d'une part, les démocrates-

chrétiens conservateurs de l'Union de la Patrie d'autre part, il reste peu de place pour les formations d'extrême droite. Deux sont en lice aux européennes. Les partisans de l'ancien président de la République Rolandas Paksas, destitué pour corruption en 2004, sont regroupés sur la liste « Visuomeninis rinkimų komitetas „Prezidento Rolando Pakso judėjimas ». Paksas, député européen depuis 2009, siégeant au sein du groupe ELDD, brigue un nouveau mandat, avec un programme populiste d'opposition à l'Union européenne dont il récuse, pêle-mêle, la politique migratoire qui aboutit selon lui aux attentats terroristes, le projet vide de sens, les aides massives au secteur financier et une politique agricole qui inciterait les paysans lituaniens à abandonner la terre. Son objectif est de rétablir « une communauté d'États égaux et indépendants ». Jusqu'en 2016, Paksas était à la tête d'un autre parti nationaliste et populiste, Ordre et Justice (Partija Tvarka ir teisingumas ou TT), désormais dirigé par le député Remigijus Žemaitaitis. TT promeut la « renaissance morale, la promotion de la culture autochtone et l'élaboration de politiques familiales efficaces », le « retour des immigrants dans leur pays d'origine », le remplacement de la démocratie représentative par la démocratie directe et la dévolution d'un certain nombre de prérogatives de l'État, jugé hypertrophié, aux municipalités.

## Luxembourg (6 sièges)

 <p><b>adr</b> ALTERNATIV DEMOKRATESCH REFORMPARTEI</p>	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 7,5%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> non disponible</p>
---	--

Il n'existe pas de formation d'extrême droite dans le Grand-Duché, mais un parti conservateur de droite favorable à l'Europe des Nations et à la promotion de l'identité nationale, en particulier linguistique, du pays : l'ADR (Parti réformiste d'alternative démocratique), membre du parti européen correspondant au groupe ECR et fondé en 1987. ADR a obtenu, aux législatives de 2018, 4 députés avec 8,3% des voix. Menée par Gast Gibéryen, la liste ADR fait campagne sur la préservation des spécificités culturelles nationales issues de l'héritage gréco-romain et de la

civilisation judéo-chrétienne et, si elle réclame un processus d'intégration plus exigeant des immigrants, ainsi qu'une régulation de l'immigration en fonction des capacités d'absorption d'un pays de 613 000 habitants, elle mentionne explicitement le maintien du droit d'asile pour les victimes de persécutions politiques ou religieuses, tout en réclamant une politique européenne plus stricte contre l'immigration illégale et les « abus » du droit d'asile. ADR est favorable à une réforme de l'UE qui passe par la règle de l'unanimité des prises de décision, notamment sur les questions fiscales et de politique étrangère commune. Elle défend la famille et le rôle complémentaire des sexes. Un des aspects les plus intéressants de son programme est sa volonté d'établir un modèle de croissance raisonnable, pour préserver le caractère spécifique et traditionnel du Grand-Duché ; bien qu'économiquement libéral, le parti souhaite ainsi que l'implantation de nouvelles entreprises étrangères ne soit possible qu'après une étude d'impact et sans que soit accordé d'avantage fiscal.

## Malte (6 sièges)



La situation géographique de l'île, située en première ligne pour l'accueil des immigrants clandestins venus d'outre-Méditerranée, ainsi que la domination auparavant incontestée du condominium entre socialistes et conservateurs sur une vie politique minée par les affaires de corruption, donnent un petit espace à des mouvements nationalistes eurosceptiques opposés à l'immigration. Le premier est Aleanza Bidla (Mouvement pour le changement), formation

chrétienne-conservatrice et eurosceptique fondée en 2013 par Ivan Grech Mintoff et affiliée à l'ECMP. La liste qu'il conduit refuse la « politique des frontières ouvertes » qui conduit à une « course à la baisse » des salaires locaux; elle demande au gouvernement de rendre publiques des données démographiques à jour, pour déterminer la population totale de l'île, notamment le nombre d'étrangers européens et non-européens, d'immigrés, de résidents originaires des « pays de l'Est », tout ceci dans le but de mieux planifier la croissance de l'île, qui lui semble trop forte et trop rapide par rapport à la rareté des ressources foncières en particulier. Un paragraphe de son programme s'intitule « Arrêtons le trafic humain et sauvons des vies humaines » et réclame une réforme du système de Dublin ainsi qu'une lutte contre les ONG qui secourent les migrants. Une autre demande concerne la « sauvegarde de nos valeurs chrétiennes », en particulier sur les questions de la famille et du genre. Le parti souhaite une Europe des Nations souveraines. Le Moviment Patrijotti Maltin, créé en 2016 par Henry Battistino, surfe sur le même agenda anti-immigration, avec une tonalité moins policée, comprenant une demande explicite de réduire la présence des religions non-chrétiennes à un seul lieu de prière dans le pays, l'islam étant en particulier visé. Malte est enfin connu pour abriter le minuscule parti Imperium Europa, fondé par Norman Lowell, ancien banquier reconverti dans le suprémacisme blanc, l'antisémitisme et l'apologie du fascisme local qui avait prospéré pendant l'occupation italienne de l'île. Sa doctrine confuse est contenue dans l'ouvrage Imperium, qui aborde les sujets de la « race, la culture, la religion, l'art, la franc-maçonnerie et l'Ennemi du Monde » (facile à deviner...). Un sondage crédite sa candidature de 1,6% des intentions de vote.

## Pays-Bas (26 sièges)

 <b>PARTIJ VOOR DE VRIJHEID</b>	<b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 13,3 % <b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 6 %
--	--

Les élections provinciales du 20 mars 2019 ont vu le Forum pour la démocratie, sorte d'ovni politique fondé par Thierry Baudet, arriver en tête avec 14,53% devant les libéraux du Premier ministre Mark Rutte, le Parti de la liberté de Geert Wilders, réalisant une grosse contre-performance en passant de 11,73% (2015) à 6,94%. Le duel se reproduira aux européennes entre la liste menée par le sortant Marcel De Graaf pour le PVV qui siège avec le groupe ENL mené par le RN, et celle du journaliste Derk Jan Eppink, qui fut comme Wilders le collaborateur du commissaire européen libéral Frits Bolkestein, avant de se présenter en 2009 aux européennes en Belgique sur la liste du député (ex-libéral, ex-NVA) Jean-Marie Dedecker. Il est comme lui libertarien en économie et populiste en politique. Le PVV, si l'on se réfère au discours prononcé à Prague le 25 avril dernier par Geert Wilders en présence de Marine Le Pen, veut revenir à l'Europe des États-

Nations, mais le second point du programme du parti reste la sortie de l'UE. Partisan de la démocratie directe et de l'abolition du Sénat, il se focalise surtout sur la « dé-islamisation des Pays-Bas » qui passerait par l'arrêt de l'immigration et de l'accueil des réfugiés de pays musulmans, l'interdiction de la diffusion du Coran et de l'abattage rituel halal (et cacher), la fermeture des écoles musulmanes et des mosquées. Proche des lobbys conservateurs américains engagés contre l'islam comme du représentant républicain et suprémaciste Steve King, Wilders inscrit le PVV dans une tradition judéo-chrétienne et pro-israélienne (Gideon Markuszower, né à Tel Aviv et responsable de la communauté juive orthodoxe d'Amsterdam, est sénateur du PVV). Si le programme du PVV présente un aspect « social » avec le refus du recul de l'âge du départ en retraite au-delà de 65 ans et l'encadrement des loyers, il propose aussi une forme d'ultra-libéralisme comprenant l'arrêt du financement public, pêle-mêle, pour l'audiovisuel public, l'art, l'innovation et l'aide au développement, alors que devrait augmenter le budget de la défense et de la police. Le Forum pour la démocratie est moins radical, bien qu'il partage cette volonté de sortir de l'UE, de limiter drastiquement l'immigration et de mettre en place, comme tous les populistes, la démocratie directe. Il est plus classiquement libéral en économie et sa percée électorale doit beaucoup à la personnalité de son fondateur, qui joue de son goût pour la théorie politique, de son passé de journaliste et d'universitaire (juriste) et de son âge (36 ans) qui permet de dénoncer la sclérose du « cartel des partis » dominants.

## **Pologne (51 sièges)**



Le parti Droit et justice (PiS), dirigé par Jaroslaw Kaczynski et affilié à l'ECR, est crédité de 38% des intentions de vote, avec un peu d'avance sur la Coalition européenne dont le parti de centre-droit Plateforme civique (PO) est la cheville ouvrière, avec à sa tête Grzegorz Schetyna, qui est depuis 2016 le leader d'une opposition reprenant clairement des couleurs puisque les sociaux-démocrates et les Verts, notamment, ont fait l'union avec PO. Un des éléments surprenants de cette coalition est qu'elle inclue la Ligue des familles polonaises (LPR) dont l'histoire est ancrée dans l'héritage idéologique des Nationaux-Démocrates (« endécistes ») d'avant-guerre et dont le penseur, Roman Dmowski, était d'un antisémitisme féroce. Depuis 2010, la LPR a connu une évolution sensible vers le centre et l'appui à l'Europe, tout en restant une formation profondément catholique qui incite les polonais à voter en masse aux européennes avec comme argument « Laissons la Bonne Nouvelle de la résurrection de Jésus clarifier les choses polonaises, renforcer la foi et la compréhension de tous les Polonais, approfondir la conscience et la responsabilité dans le contexte d'actes électoraux particulièrement importants de cette année ». La LPR, qui reproche au PiS de marginaliser le pays au sein de l'UE en raison de son euroscepticisme, continue de se situer dans la continuité de la Ligue nationale, ancêtre des Nationaux-Démocrates, mais se définit désormais comme chrétienne-démocrate et soutenant le PPE. Elle tient encore Dmowski comme son inspirateur et son slogan reste « Dieu et Patrie ». Elle préconise « d'être fidèles à l'enseignement de

l'Église catholique romaine en matière de foi et de morale », ce qui implique l'opposition à l'avortement et au mariage homosexuel, mais elle garantit désormais la liberté de culte. Elle est évidemment très hostile à la Russie et reste favorable à une continuation de la « lustration », c'est-à-dire de l'exclusion civile des individus ayant collaboré avec le pouvoir communiste. En économie, elle se réfère à la doctrine sociale de l'Église, en particulier au principe de subsidiarité. Contrairement à une opinion répandue, il existe des partis situés à droite du PiS, qui est au fond un parti conservateur d'imprégnation catholique et nationaliste adapté à l'histoire polonaise, marquée par des siècles d'identité et d'indépendance nationale niées, puis par une double occupation, nazie puis soviétique. Ainsi la formation populiste attrape-tout Kukiz 15, du nom de son fondateur Pawel Kukiz (6% des intentions de vote), a beau être populaire chez les jeunes et avoir pour chef un ancien chanteur de rock, par ailleurs anticlérical, elle a collaboré par le passé avec l'extrême droite. Le Mouvement national (Ruch Narodowy) se présente ainsi aux européennes sous la houlette du député Robert Winnicki, qui a siégé avec les élus de Kukiz. Le MN s'est allié pour cette élection avec le parti Liberté, du libertarien Janusz Korwin-Mikke, eurodéputé sortant, disciple de Milton Friedman et par ailleurs spécialiste des déclarations provocatrices sur l'intelligence inférieure des femmes, la Shoah, l'ineptie du régime démocratique auquel il préfère la monarchie et l'immigration. La Coalition enregistrée sous le nom Konfederacja KORWIN BRAUN LIROY NARODOWCY, est créditée de 1% des voix.

## **Portugal (21 sièges)**

	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 0,46 %</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> non disponible</p>
---	--

L'offre nationaliste de droite est très réduite au Portugal, où l'équivalent de la question catalane en Espagne n'existe pas pour fournir des arguments à l'extrême droite. Le minuscule Partido Nacional Renovador (PNR), fondé en 2000, ne dépasse pas les 0,5% aux élections législatives. Sa liste, emmenée par son secrétaire général Joao Patrocinio, a pour slogan « Le Portugal aux Portugais dans une Europe européenne ». Son programme se prononce contre la décadence, la corruption, la « destruction des valeurs nationales et sociales » comme « l'idéologie du genre, l'invasion migratoire », « l'islamisation », la « culture de mort » et le « marxisme culturel ». Comme le RN mais avec un accent plus prononcé mis sur le droit à la vie, le PNR veut désormais changer l'UE de l'intérieur, en lien avec les autres partis de la droite nationale. La nouveauté dans cette élection tient dans la création du mouvement Chega (Arrive !), une coalition du Parti monarchiste portugais (PPM), du Parti Citoyenneté et démocratie chrétienne et du mouvement Démocratie 21. La tête de liste est André Ventura, ancien maire de Loures (205 000 habitants) élu sous l'étiquette du Parti social-démocrate (droite, élu avec l'appui du PPM), connu pour ses propos sur les « problèmes causés par la communauté tsigane ». La déclaration de constitution du mouvement donne comme

points fondamentaux de son programme « la protection de la dignité de la personne humaine contre toutes les formes de totalitarisme », la « protection du Bien commun » (au départ un concept issu de la théologie thomiste), la lutte contre la corruption, la dénonciation des « partis du système » et l'appel à une vaste réforme fiscale et administrative pour en finir avec le poids excessif des impôts et de l'État. Les sondages créditent le mouvement de 1,8% des suffrages.

## République tchèque (21 sièges)

 <p><b>ANO</b> BUDE LÍP POLITICKÉ HNUTÍ</p>	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 16,1 % <b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 22 %</p>
--	---

Le populisme de l'actuel chef du gouvernement, Andrej Babis (seconde fortune du pays), son opposition à l'entrée du pays dans la zone euro et à l'approfondissement de l'intégration européenne, son refus total de l'immigration, des réfugiés, sa volonté de mener le combat pour la « civilisation et la culture » européennes ne doivent pas tromper : son parti ANO 2011 (« oui », en tchèque) appartient au parti libéral ALDE et lui-même a, un temps, été ministre des Finances d'un gouvernement à direction sociale-démocrate qu'il a dû quitter sur des accusations d'évasion fiscale. Fondé en 2012 sur un agenda anti-establishment que d'aucuns estiment cacher une pure entreprise de proposition de ses intérêts d'entrepreneur, Babis est devenu Premier ministre en 2017, lorsque son parti est devenu le premier du pays, puis de nouveau en 2018, à la tête d'un gouvernement minoritaire de coalition avec les sociaux-démocrates, soutenu au Parlement par les communistes, les seuls à encore peser en Europe centrale (7% d'intentions de vote). ANO est crédité de 22% des intentions de vote et, n'étant pas partisan d'une sortie de l'UE, ne siègera pas avec le RN. L'allié tchèque de celui-ci est le SPD (Liberté et démocratie directe), dirigé par Tomio Okamura (11% des intentions de vote). Né à Tokyo, auteur d'un livre sur la cuisine japonaise, Okamura n'en est pas moins un adversaire total du multiculturalisme et un partisan de l'interdiction de l'islam dans son pays, allant jusqu'à expliquer que la construction européenne est la première étape d'une « islamisation contrôlée » du continent. Les affiches de campagne, sur lesquelles Okamura pose entre Salvini et Marine Le Pen, traduisent bien la similitude des programmes politiques, le SPD y ajoutant les traits propres aux populismes d'Europe centrale : lutte contre les mafias et la corruption, notamment par l'entrée en vigueur du référendum révocatoire, promotion

d'un État protecteur en matière sociale mais soumettant l'aide publique à une sorte de darwinisme social en faveur de ceux qui « travaillent » contre les « paresseux ». Le SPD est devancé d'un point par le Parti démocratique civique (ODS) de l'ancien président Vaclav Klaus, dont la liste menée par Jan Zahradil promeut une Europe des Nations dans laquelle les coopérations seraient « à la carte », sans zone euro et avec un espace Schengen fermé à l'immigration comme à l'asile. Membre de l'ECR, l'ODS a deux particularités : son atlantisme affirmé et son ultra-libéralisme économique. Mais il est désormais concurrencé sur ce créneau par les Svobodni, formation libertarienne fondée en 2009 par l'économiste Peter Mach et menée aux européennes par Vit Jedlicka, qui est crédité d'environ 3% des voix et se réclame de la tradition libertarienne américaine (Ron Paul) comme de Frédéric Bastiat.

## Roumanie (32 sièges)



Le Parti social-démocrate, dont la liste est menée par Rovana Plumb, est à l'image de son chef, Liviu Dragnea, qui préside également la Chambre des députés : populiste, démagogique et nationaliste. Les subtilités du système d'alliances électorales roumaines ont fait s'allier, un temps, le PSD et le Parti conservateur aux européennes de 2014. Cet attelage improbable a mené à Bruxelles un député, Laurentiu Rebegea, qui a fini par siéger non plus au PSE mais avec Marine Le

Pen au groupe ENL (2015) avant de passer à ECR (2018). Eurosceptique, partisan de la Grande Roumanie incluant l'actuelle Moldavie, attaché à la religion orthodoxe, Rebeca ne se représente pas. Le Parti Romania Mare (PRM), dont le leader d'alors, Corneliu Vadim Tudor, avait été proche de Jean-Marie Le Pen dans les années 1990, a vu sa liste invalidée : la formation ultra-nationaliste, héritière d'une forme de « communisme national » propre à l'ère Ceaucescu, avait alors une tonalité nettement d'extrême droite, particulièrement antisémite, et avait siégé à partir de 2007 avec le groupe Identité Tradition Souveraineté. Dans une offre politique où l'anti-européisme est rare, les formations d'extrême droite sont mineures. On signalera le Parti Roumanie unie (Partidul România Unită) de Robert Buga (2,95% aux législatives de 2016), nationaliste, opposé à l'UE et à l'immigration comme aux valeurs libérales sur les sujets sociétaux. Le Bloc de l'unité nationale (BUN) milite pour sa part pour la réincorporation de la République de Moldavie dans la Grande Roumanie, avec un agenda de droite, très anticommuniste. La formation la plus sérieuse, bien qu'elle n'ait guère de chance d'obtenir un siège, est l'Alternative de droite (Alternative Dreapta), qui rassemble des conservateurs, démocrates-chrétiens et libéraux (ou plutôt libertariens) sur une liste menée par Adela Dorina Mirza. Celle-ci définit son parti comme « attaché aux valeurs de droite, judéo-chrétiennes, au capitalisme, à la liberté individuelle, à l'État-minimum (...) au communisme, au marxisme et au néo-marxisme ».

## **Royaume-Uni (73 sièges)**



Nigel Farage, ancien leader du parti eurosceptique UKIP, revient en force pour ce scrutin avec une nouvelle formation, le Brexit Party, créditée de 33% des intentions de vote alors que UKIP, qui se déchire depuis son départ en 2016, n'arriverait qu'à sauver un siège avec un maigre 2,92% des voix. Le succès prévisible du Brexit Party, tient au transfert d'une partie du vote conservateur réduit à 9,75% des intentions de vote, loin derrière le Labour (17,21%, en chute de plus de 7%), mais aussi derrière les Libéraux-Démocrates (12%). À l'extrême droite, la disparition du British National Party (BNP) ne laisse en lice que les English Democrats de Robin Tilbrook, une formation marginale. Mais il faudra regarder de près le score que réalisera, dans la circonscription du nord-ouest où fut élu le chef du BNP, celui qui se fait appeler « Tommy Robinson ». De son vrai nom Stephen Yaxley-Lennon, celui qui s'est rendu célèbre comme fondateur de la English Defence League (EDL) fait une campagne émaillée d'incidents sur un thème unique: interdire l'islam. Il recevrait pour sa campagne l'aide de personnalités étrangères du réseau « contre-djihad », notamment le Middle-East Forum, un lobby américain, et le site canadien Rebel Media, qui aurait payé les frais de voyage du YouTubeur israélo-américain Avi Yemini, venu en Grande-Bretagne pour jouer les « chauffeurs de salle » du candidat. Si la participation est faible, Robinson, qui se présente comme indépendant, peut être élu avec 8% des voix. Le score qui avait permis à Nick Griffin, le chef du BNP, d'être élu, dans la même circonscription, en 2009. Robinson, qui a fondé l'EDL à partir de la mobilisation de hooligans des stades de football en les politisant à l'extrême droite, a peu de chances d'être élu. Il

faut toutefois le prendre pour ce qu'il est réellement: non pas un opposant déterminé à l'islam politique mais un agitateur extrémiste dont l'agenda politique va au-delà de la critique de l'islam puisque Nigel Farage lui-même avait reconnu que son départ de UKIP était lié à la « fixation » du parti sur le soutien à l'EDL ainsi qu'à une dérive raciste envers les musulmans.

## Slovaquie (13 sièges)



Rarement le paysage de la droite anti-européenne aura été aussi complexe que dans l'actuelle Slovaquie. Le parti au pouvoir, Smer, est à la fois supposément social-démocrate et populiste, avec une très nette inflexion anti-immigration puisque le Premier ministre Peter Pellegrini déclarait au moment de la (non) ratification du pacte de Marrakech : « Nous ne faisons pas de différence entre l'immigration légale et illégale. Pour nous, l'immigration économique est illégale, nocive et dangereuse pour la sécurité ». Le pays, qui vient d'élire à la présidence de la République une femme libérale et pro-européenne, Zuzana Caputova, place néanmoins Smer en tête des intentions de vote aux européennes (22,5%) et en seconde position la formation eurosceptique et libertarienne Liberté et Solidarité (Sloboda Solidarita) du député européen sortant Richard Sulik, dont le programme législatif proclamait : « Nous sommes l'un des rares partis à avoir clairement exclu la coopération postélectorale avec Smer-SD, car nous estimons que l'idéologie de gauche de la Slovaquie entrave la croissance du niveau de vie et que la corruption nuit gravement à la Slovaquie ». Crédité de plus de 14%, sa liste dépasse celle des Citoyens ordinaires (Obyčajni Ludia a nezavislé osobnosti-OLaNO), dont la liste menée par Igor Matovic recueille des intentions de vote autour de 13,9%. Convaincue que l'Europe est le présent et l'avenir de la Slovaquie, OLaNO est une formation parfois qualifiée de populiste en raison de son programme anti-corruption et favorable à


une « bonne gouvernance » par rapport aux pratiques des actuels partis de gouvernement, mais ce n'est pas une formation extrémiste ou radicale. Le Parti national slovaque (SNS) en revanche, qui participe au gouvernement et obtiendrait 8% des voix, s'il a modéré ses positions, se présentait dans les années 1990 comme l'héritier du mouvement éponyme arrivé au pouvoir en 1938 dans le nouvel État slovaque indépendant, sous la houlette de Mgr Jozef Tiso, promoteur d'une sorte de clérico-fascisme allié des nazis. Dirigé par Andrej Danko, affilié à Bruxelles au groupe EFDD, le SNS se définit aujourd'hui comme un parti « de centre-droit conservateur », avec « un système de valeurs européen et chrétien » qui peut se résumer par « le développement des valeurs traditionnelles slovaques – patrie, famille, foi, fierté nationale, responsabilité, autosuffisance ». Danko semble avoir rejeté les anciennes orientations ultra-nationalistes de son prédécesseur Jan Slota, un temps allié de Jean-Marie Le Pen : présent le 9 mai 2019 au grand défilé militaire qui commémore, à Moscou, la victoire de 1945, il a remercié le président Poutine de ce que l'Armée rouge ait libéré son pays, ce qui n'empêche pas le SNS de décerner chaque année un « prix Martin Razuš pour le développement de la conscience nationale », du nom d'un écrivain et député nationaliste du SNS d'avant-guerre. Le nouveau cours modéré du SNS a déplacé les voix ultra-nationalistes vers le parti de l'ancien gouverneur de la région de Banská Bystrica, Marian Kotleba. Son Parti du peuple-Notre Slovaquie (LSNS) obtiendrait 13,8% des voix, alors qu'il est considéré comme largement d'inspiration fasciste et assume en tout cas l'héritage idéologique du régime Tiso, se déclarant fondé sur les valeurs chrétiennes. Sur cette base, ainsi qu'un racisme anti-Roms (son programme évoque les tziganes comme étant des « extrémistes » et des « parasites ») et anti-immigrants assumé (un de ses slogans est « La Slovaquie n'est pas l'Afrique »), il détient actuellement 14 sièges au Parlement national (8%). Anti-européen, le LSNS est aussi pro-russe et souhaite que le pays sorte de l'OTAN. Il propose de légaliser les milices de citoyens et la possession libre d'armes à feu. Le succès du LSNS est aussi fondé sur sa proposition de faire rendre compte aux politiciens des « crimes commis depuis 1989 » et d'instaurer un État social qui éradiquerait la corruption, reviendrait sur les privatisations, réduirait le budget de l'État, emploierait les chômeurs aux tâches d'intérêt public actuellement dévolues au secteur privé.

## Slovénie (8 sièges)

 <p><b>Slovenska Nacionalna Stranka</b></p>	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) : 4%</b></p> <p><b>Actuelles intentions de vote : autour de 5%</b></p>
--	--

Le Parti national slovène (SNS) dirigé par Zmago Jelincic est la seule formation nationaliste et europhobe. Il appartient à l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN). Fondé en 1991, il échappe toutefois à une classification facile par rapport à l'axe droite-gauche car sa politique économique est plutôt redistributrice et il s'affirme dans la filiation du mouvement antifasciste TIGR, opposé entre les années 1920 et 1940 au fascisme italien, y compris par la résistance armée. Il plaide pour la protection des minorités slovènes dans les pays voisins après avoir, dans les années 1990, défendu l'idée d'un retour à la mère-patrie de la Carinthie autrichienne et de l'Istrie italienne. Il est hostile à l'Union européenne et favorable à la sortie de l'OTAN, dans une optique neutraliste. Il a conclu en 2016 un accord avec le parti nationaliste serbe SNS de Vojislav Seselj. Après avoir obtenu 10,2% des voix aux élections législatives de 1992, le SNS a entamé un long déclin et n'a recueilli, aux législatives de 2018, que 4,17% des voix, obtenant 4 députés. Les sondages le donnent en-dessous de 5% et sans représentation.

## Suède (20 sièges)

 <p><i>Sverigedemokraterna</i> <i>Trygghet &amp; Tradition</i></p>	<p><b>Score lors du dernier scrutin européen (2014) :</b> 9,67%</p> <p><b>Actuelles intentions de vote :</b> autour de 14%</p>
---	--

Les Démocrates suédois (SD), qui ont obtenu leur score record de 17,58% aux législatives de 2018, présentent une liste menée par le député européen sortant Peter Lundgren, qui siège au sein du groupe ECR avec un autre de ses collègues. Sa liste est créditée de 13,7% des intentions de vote, donc en seconde place derrière les sociaux-démocrates. Elle n'a guère comme concurrence marginale que l'Alternative pour le Suède, de Gustav Kasselstrand, et qui est une scission radicale de SD, favorable à la remigration comme au neutralisme (sortie de l'UE et de l'OTAN) et a obtenu 0,31% aux législatives. Dirigés depuis 2005 par Jimmie Akesson, les SD, toujours entourés d'un cordon sanitaire, ont suivi une trajectoire de respectabilisation depuis leur fondation en 1988 en tant que parti d'extrême droite qui coopéra un temps avec le FN et tolérait en son sein des éléments racialisés peu à peu expulsés et désormais regroupés au sein du Mouvement de la résistance nordique (NMR), un des rares groupes néo-nazis européens ayant une consistance militante et une activité réelle dans la rue, ce comprenant un nombre record, en 2018, d'incidents à caractère raciste et antisémite. SD au contraire est désormais un parti se voulant national-conservateur, favorable à une Europe des Nations et non plus à la sortie de l'UE, mais toujours fermement opposé à une société multiculturelle perçue comme criminogène et tendant à faire imploser la société. En conséquence, SD souhaite favoriser l'inversion des flux migratoires par une aide aux départs volontaires et tente d'utiliser son poids électoral pour conduire les partis

*mainstream* à réduire drastiquement l'immigration légale. Les thèmes de « l'islamisation » et des « ghettos ethniques », la remise en question des droits spécifiques accordés dans le nord du pays à la minorité sami sont d'autres constantes du programme, qui comprend en outre un appel pour que la Suède transfère son ambassade en Israël à Jérusalem, ce qui n'empêche pas les SD de devoir régulièrement rappeler à l'ordre des responsables ayant fait des déclarations considérées comme ayant des connotations antijuives, ainsi le député Bjorn Söder, accusé de considérer les juifs comme privilégiant leur identité religieuse par rapport à leur nationalité. Juif lui-même, l'ancien dirigeant du SD Kent Ekeröth a mis fin à sa carrière politique en 2018 et est allé s'installer à Budapest.